

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 3/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ALUTEC
Chemin du Tènement
ZI Jean-Pierre Genin
38260 Porte-des-Bonnevaux

Références : 2026-Is04121-TN2
Code AIOT : 0006103030

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 3/04/2026 dans l'établissement ALUTEC implanté Chemin du Tènement, ZI Jean-Pierre Genin, 38260 Porte-des-Bonnevaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALUTEC
- Chemin du Tènement - ZI Jean-Pierre Genin - 38260 Porte-des-Bonnevaux
- Code AIOT : 0006103030
- Régime : A
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ALUTEC de Porte-des-Bonnevaux est une fonderie d'aluminium (de seconde fusion) appartenant au groupe ALUTHEA. Le groupe ALUTHEA créé en 2001 détient trois autres usines (EVORA au Portugal et TECALU en Tunisie et ALUDEV à Saint-Germain-laval dans la Loire) et emploie environ 320 personnes. La société ALUTEC créée en 1979 est la plus importante du groupe. Elle emploie 80 personnes et son chiffre d'affaires sur l'exercice de début avril 2024 à fin mars 2025 a été de 18,5 millions d'euros. Elle est spécialisée dans la fonderie d'aluminium coquille par gravité et basse pression. Les pièces fabriquées sont destinées à de nombreux secteurs d'activité de l'industrie: énergie, électrique, éclairage, hydraulique, robotique, ferroviaire, équipement industriel, bâtiment, chauffage, agricole. Le site fonctionne 24h/24 (en 3*8) du lundi 5h au samedi 5h. Il est certifié ISO 9001. Le site est réglementé par arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-09618 du 19 novembre 2009. La capacité de production est de 4,4 tonnes/jour. L'étape de fusion du métal s'effectue dans un des deux fours de fusion à creusets électriques d'une capacité unitaire de 600 kg. Après fusion, le métal est transféré dans l'un des 9 fours de maintien disponibles. La coulée s'effectue ensuite par gravité dans des moules métalliques (coquilles). Certaines pièces creuses nécessitent alors l'utilisation de noyaux en sable. Au terme de leur élaboration les pièces passent par certaines étapes de parachèvement : déburrage, séparation des jets et des masselotes, tribofinition, traitement thermique et usinage.

Thèmes de l'inspection :

- situation administrative
- suites de l'inspection du 7/04/2021
- sécurité incendie
- rejets atmosphériques
- risque chronique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	rétenion	article 74.5 du titre 7 de l'Arrêté préfectoral du 19 novembre 2009	Demande d'action corrective	1 mois
4	sécurité incendie	article 7.5.2 entretien des moyens d'intervention et article 7.5.3 Ressources en eau et en mousse	Demande d'action corrective	3 mois
5	rejets atmosphériques	articles 3.2.2 et 8.1.9.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 novembre 2009	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	situation administrative	nomenclature des ICPE	Sans objet
2	suites de l'inspection du 7/04/2021	article 74.3 du titre 7 de l'Arrêté préfectoral du 19 novembre 2009 de l'Arrêté préfectoral du 19 novembre 2009 article 6.2.2 du titre 6 de l'Arrêté préfectoral du 19 novembre 2009	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À la suite de l'examen de la prescription, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'une mise en conformité. Il est nécessaire :

- sous 1 mois :

- respecter la fréquence d'analyses pour le contrôle des rejets atmosphériques de son site (susceptible de sanction administrative lors de la prochaine inspection).
- vider la rétention d'huiles usagée (abritée) stockée en extérieur

- sous 3 mois :

- effectuer une mesure en simultané des deux poteaux incendie proches du site.
- posséder un parc extincteurs conforme et maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4 (tenir le prochain rapport Q4 à disposition de l'inspection des installations classées).
- tenir à disposition de l'inspection des installations classées le prochain rapport de contrôle de ses trappes de désenfumage et le prochain rapport de maintenance du système d'alarme incendie.

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre de l'action corrective précitée, doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sous le même délai. Le site est susceptible de faire l'objet d'une nouvelle inspection afin de constater la mise en conformité et la mise à disposition des justificatifs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

Références réglementaires : nomenclature des ICPE
Thème(s) : situation administrative
Prescriptions contrôlées : seuils de classement des rubriques icpe (2552-1, 2560-2 et 2561)
constat : la situation administrative actuelle est la même que celle décrite dans l'arrêté préfectoral n°DDPP-IC-2019-08-36 du 21 août 2019.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : sans objet
Type de suites proposées : sans suites
Proposition de suites : aucune

N° 2 : suites de l'inspection du 7/04/2021

Références réglementaires : article 7.4.3 du titre 7 de l'Arrêté préfectoral du 19 novembre 2009. article 6.2.2 du titre 6 de l'Arrêté préfectoral du 19 novembre 2009 article 2.1.1 de l'Arrêté préfectoral du 19 novembre 2009		
Thème(s) : rétention et mesures bruit		
Prescriptions contrôlées : <i>article 7.4.3 du titre 7 de l'Arrêté préfectoral du 19 novembre 2009 de l'Arrêté préfectoral du 19 novembre 2009</i> <i>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes...Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparation dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.</i> <i>article 6.2.2 du titre 6 de l'Arrêté préfectoral du 19 novembre 2009 et Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement</i>		
Niveau de bruit ambiant existant en ZER (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible entre 7h et 22h sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible entre 22h et 7h ainsi que dimanches et jours fériés
> 35 dB(A) et ≤ 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
> 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
article 2.1.1 de l'Arrêté préfectoral du 19 novembre 2009		
Constats : - il a été constaté la présence d'un stockage abrité et sur rétention de déchets d'huiles solubles et d'huiles hydrauliques. - par courriel du 9/06/2021, l'exploitant a transmis un rapport de mesures acoustiques environnementales daté du 8/06/2021. En période diurne (7h-22h), l'émergence évaluée en Zone à Emergence Réglementée respecte le critère réglementaire. En période nocturne (22h-7h), l'émergence évaluée en Zone à Emergence Réglementée respecte le critère réglementaire. Pour rappel, un moteur bruyant d'un extracteur au-dessus du four de fusion n°2 a été changé par		

l'exploitant (facture N°FA9941563 du 31/07/2020) pour rétablir la conformité vis-à-vis de la réglementation. - l'exploitant a installé une alarme incendie (déclenchement via des déclencheurs manuels ou des tête d'incendie).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : sans objet
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : aucune

N°3 : règles de gestion des stockages en rétention

Références réglementaires : article 7.4.5 du titre 7 de l'Arrêté préfectoral du 19 novembre 2009
Thème(s) : risque chronique
Prescriptions contrôlées : L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.
Constats : une rétention sur laquelle reposait un conteneur grand volume (GRV 1000 litres) d'huiles usagées et 4 bidons de 25 litres était pleine le jour de l'inspection. L'exploitant a déclaré ne pas savoir ce qui c'était passé (cf photo en annexe).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : l'exploitant doit vider la rétention sus-mentionnée.
Type de suites proposées : avec suite
Proposition de suites : lettre préfectorale de suite. Délai : 1 mois

N° 4 : contrôle des moyens d'extinction incendie

Référence réglementaire : <i>article 7.5.2 entretien des moyens d'intervention et article 7.5.3 Ressources en eau et en mousse</i>
Thème(s) : sécurité incendie
Prescription contrôlée : <i>article 7.5.2 entretien des moyens d'intervention</i> <i>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</i> <i>L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</i> <i>article 7.5.3 Ressources en eau et en mousse</i> <i>L'exploitant dispose à minima de :</i> - <i>Un débit horaire suffisant et dont la capacité devra être validée par les services d'incendie et de secours en fonctionnement simultané de tous les poteaux avec un minimum de 60 m³/h par poteau et pendant 2 heures.</i>
Constats : <u>contrôle des extincteurs :</u> L'exploitant a présenté un rapport d'intervention du 5/06/2025 pour le contrôle des extincteurs du site. Ce rapport ne contient pas de commentaires. Le Q4 (daté du 30/06/2025) délivré par l'entreprise DESAUTEL indique que l'installation présente le point de non-conformité suivant : le quantitatif extincteurs est supérieur ou égal à 20 % et/ou supérieur à 20 appareils de la dotation déclarée sur la dernière déclaration N4 émise (Règle

APSAD R4). En conséquence l'installation n'a pas été déclarée conforme et maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4. Amélioration proposée par l'entreprise DESAUTEL : réalisation d'une nouvelle étude de conformité. Par courriel du 13/04/2026, l'exploitant a indiqué que la société Desautel était en intervention sur son site les 13 et 14 avril 2026 et qu'à l'issue une visite de conformité sera effectuée afin d'obtenir un certificat Q4 conforme.

alarme incendie :

Depuis la dernière inspection une alarme incendie a été installée (déclenchement via des déclencheurs manuels ou des tête d'incendie). Une maintenance de l'alarme incendie a été effectué par la société AB-Secure le 19/03/2025. Un dérangement sur le « bus » est mentionné dans le rapport de contrôle. L'exploitant a déclaré avoir fait le nécessaire. Des caméras sont aussi installées et vont permettre prochainement à l'exploitant de faciliter la lever de doute (en cas de déclenchement d'une alarme incendie) à distance via une application.

Poteaux incendie :

L'exploitant n'a pas présenté de mesure de débit en simultané des deux poteaux incendie du site.

Trappes de désenfumage :

L'exploitant a présenté un rapport de contrôle de ses trappes de désenfumage daté du 28/07/2025.

Une observation mentionne une mauvaise ouverture des exutoires (non fonctionnelle dans le hall stockage), le câble trop court et treuils difficilement accessibles et qu'il Il serait préférable d'avoir et une commande déporté pilotant les deux treuils proche d'un accès pompiers.

L'exploitant a effectué une modification du système en place suite à la remarque DESAUTEL. L'inspection des installations classées ne se prononce pas sur la conformité de cette modification. Le prochain rapport de contrôle permettra de conclure sur la conformité ou non de cette commande modifiée par l'exploitant.

formations secouriste et sauveteur du travail (SST) : l'exploitant a transmis une facture (n°65/2023 du 14 avril 2024) correspondant à une formation initiale SST ainsi qu'une facture pour le recyclage de cette formation (n°77/2024 du 5 mai 2024)

exercice évacuation : l'exploitant a présenté un rapport d'intervention pour un exercice d'évacuation (qui s'est tenu le 25/06/2025) ainsi que la facture associée (n°137/2025). À l'issue de celui-ci, le formateur a notamment indiqué à l'exploitant de penser si possible à effectuer la levée de doute avec l'aide de la centrale incendie. Le formateur a aussi relevé de très bons comportements de l'ensemble du personnel.

formation utilisation des extincteurs : une formation a eu lieu en mars 2024 et a concerné 7 personnes (attestation de présence CB formation incendie et secourisme).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : l'exploitant doit effectuer une mesure de débits en simultané des deux poteaux incendie à proximité du site.

L'exploitant doit posséder un parc extincteurs conforme et maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4 (tenir le prochain rapport Q4 à disposition de l'inspection des installations classées).

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées le prochain rapport de contrôle de ses trappes de désenfumage et le prochain rapport de maintenance du système d'alarme incendie.

Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : lettre préfectorale de suite. Délai : 3 mois

N°5 : rejets atmosphériques

Référence réglementaire : articles 3.2.2 et 8.1.9.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 novembre 2009		
Thème(s) : rejets atmosphériques		
Prescription contrôlée : articles 3.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 novembre 2009 Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;		
paramètres	Concentration (mg/Nm ³)	Flux totaux (g/h)
poussières	20	200
Aluminium (particulaire et gazeux)	2	20
Sn+Mn+Cu+Zn	2	20
<i>article 8.1.9.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 novembre 2009</i> <i>Une mesure du débit rejeté et de la concentration des poussières doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les 3 ans...</i>		
Constats : Les dernières mesures des rejets atmosphériques datent de 2019. L'exploitant a déclaré qu'il n'avait pas fait réaliser de mesures en 2022 et en 2025. La fréquence de contrôle (de 3 ans) n'est pas respectée. L'inspection des installations classées a transmis à l'exploitant un courrier (daté du 5/02/2026) l'informant de la programmation sur son établissement d'un contrôle inopiné des rejets atmosphériques de ses installations. Par courriel du 8/04/2026, l'exploitant a transmis un devis de la société SOCOR AIR (Aimétrie) daté du 13/05/2025 et ayant servi pour le contrôle inopiné effectué le 24/03/2026 à la demande de la DREAL. Toutefois, il faut noter que les résultats des analyses de 2019 (prélèvements du 4/07/2019) comportaient des résultats d'analyses entre 6 et 80 fois inférieurs aux VLE réglementaires.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : l'exploitant doit respecter la fréquence d'analyses pour le contrôle des rejets atmosphériques de son site (susceptible de sanction administrative lors de la prochaine inspection).		
Type de suites proposées : avec suites		
Proposition de suites : lettre de suite préfectorale. Délai : 1 mois		